



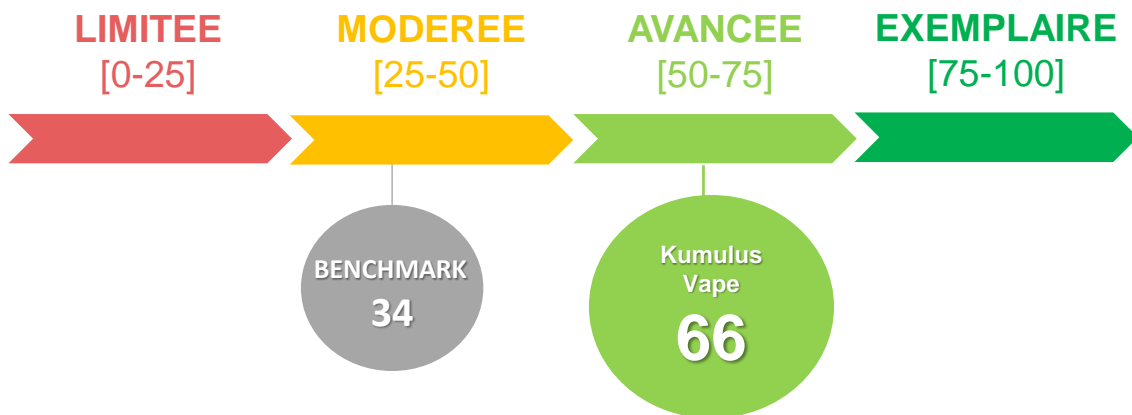
*EXTRACT SYNTHÉTIQUE -
RAPPORT DE MATURITE ESG*
Kumulus Vape

SCORING EXTRA-FINANCIER

AVRIL 2021

EVALUATION EXTRA-FINANCIERE - OVERVIEW

MATURITE ESG - Kumulus Vape



DOMAINE(S) MATURE(S)

- Politique RSE formalisée avec objectifs définis à horizon 2022
- Charte éthique formalisée et système d'alerte
- Effectif en constante croissance depuis 2018
- Existence d'un système de management HSS
- Intégration de critères environnementaux dans les pratiques d'achats (actions menées contre les pratiques de suremballage)

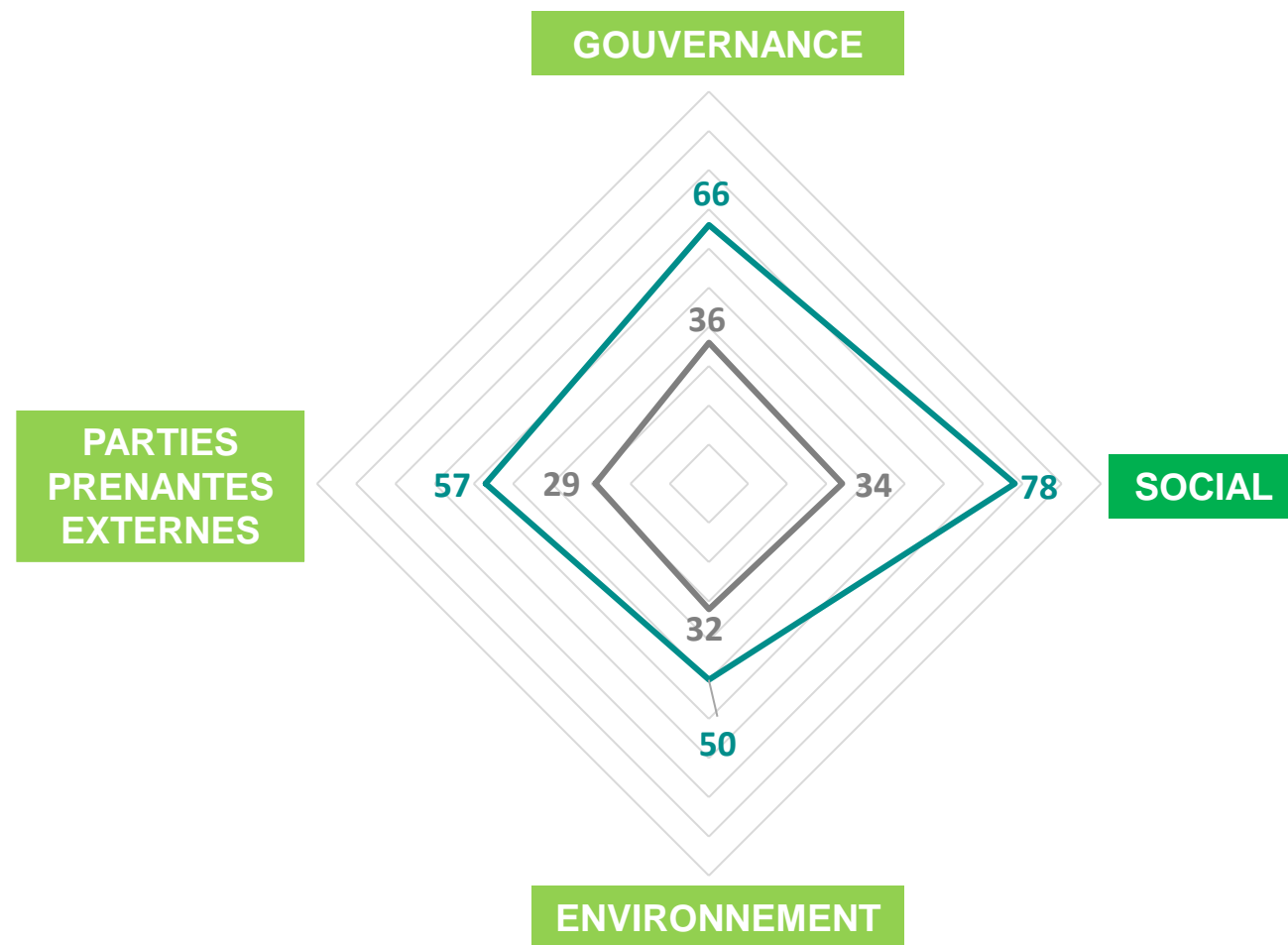


AXE(S) D'AMELIORATION

- Intégrer les critères sociaux dans les pratiques d'achats et choix des fournisseurs
- Dissocier les fonction de Président du Conseil et de Directeur Général
- Formaliser une politique environnementale

PROFIL ESG

— Kumulus Vape — BENCHMARK



1. Critères de benchmark retenus: taille de l'entreprise en nombre de collaborateurs (< 50), pour le secteur « Distribution »

*Échantillon de notes 2021, fondées sur des datas de 2020

GOVERNANCE*



66

- Risque de dilution des actionnaires **50**
- Composition des instances de gouvernance **63**
- Fonctionnement des instances de gouvernance **75**
- Rémunérations des dirigeants & administrateurs **50**
- Ethique des affaires **88**
- Politique RSE et conduite des affaires **63**

POINTS FORTS:



- Engagement de conformité au code MiddleNext
- Fréquence satisfaisante des réunions du Conseil (6/an)
- Evaluation du fonctionnement du Conseil prévue
- Transparence sur la rémunération totale versée au responsable de l'exécutif
- Charte éthique formalisée
- Politique RSE formalisée et référent RSE représenté au Comité de direction

POINTS DE VIGILANCE:



- Absence de publication du règlement intérieur du Conseil
- Existence de vote double
- Structure de gouvernance unitaire sans dissociation des fonctions de Président de Directeur Général
- Pas de représentant salarié au Conseil
- Pas de hiérarchisation des enjeux RSE
- Pas de plan de continuité d'activité formalisé

SOCIAL



78

- Caractéristiques et politiques sociales **100**
- Conditions de travail **80**
- Développement des compétences **70**
- Egalité des chances **71**
- Santé et sécurité **67**

POINTS FORTS:



- Des données sociales suivies et disponibles (couverture =100%)
- Effectif permanent en évolution constante depuis 2018
- Dispositif de partage des bénéfices hors dispositifs légaux
- Engagement pour le dialogue social (CSE)
- Système de management HSS

POINTS DE VIGILANCE:



- Pas de plan d'action formalisé en faveur de l'égalité des chances
- Faible taux de formation des effectifs (19%)
- Faible part de femmes dans l'effectif cadre (20%)
- Taux de rotation de l'effectif important (62.5% en 2020)

ENVIRONNEMENT

50

- Politiques et systèmes de management 25
- Energie et GES 25
- Eau, air, sols et déchets 100

POINTS FORTS



- Initiatives pour réduire l'impact environnemental des déplacements des collaborateurs
- Suivi des consommations énergétiques
- Initiatives menées pour réduire la quantité de consommables et de déchets
- Reporting et suivi des données sur le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets

POINTS DE VIGILANCE:



- Pas de politique environnementale formalisée
- Pas de système de management de l'environnement
- Pas d'initiatives pour la protection de la biodiversité
- Pas de bilan carbone réalisé
- Pas de plan d'action concernant les économies d'énergie et les émissions GES

PARTIES PRENANTES EXT

57

- Relations avec les fournisseurs 50
- Relations avec les clients, société civile, la responsabilité des produits 53

POINTS FORTS



- Intégration de critères environnementaux dans les pratiques d'achats
- Identification des fournisseurs en situation de dépendance
- Existence d'un système de management de qualité
- Enquêtes menées sur la satisfaction des clients
- Sensibilisation des instances de gouvernance aux risques informatiques

POINTS DE VIGILANCE:



- Pas de prise en compte des critères sociaux dans les pratiques d'achats
- Pas d'audit social des fournisseurs
- Pas d'enquête de satisfaction destinée aux fournisseurs
- Pas de politique informatique formalisée et de tests d'intrusion IT
- Pas d'action menée concernant la responsabilité fiscale